

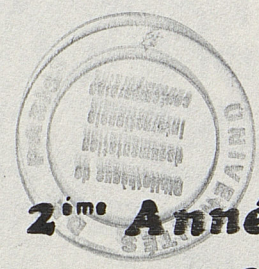
EL SALVADOR



señal de libertad

SIGNAL DE LIBERTÉ ★

CETRAL

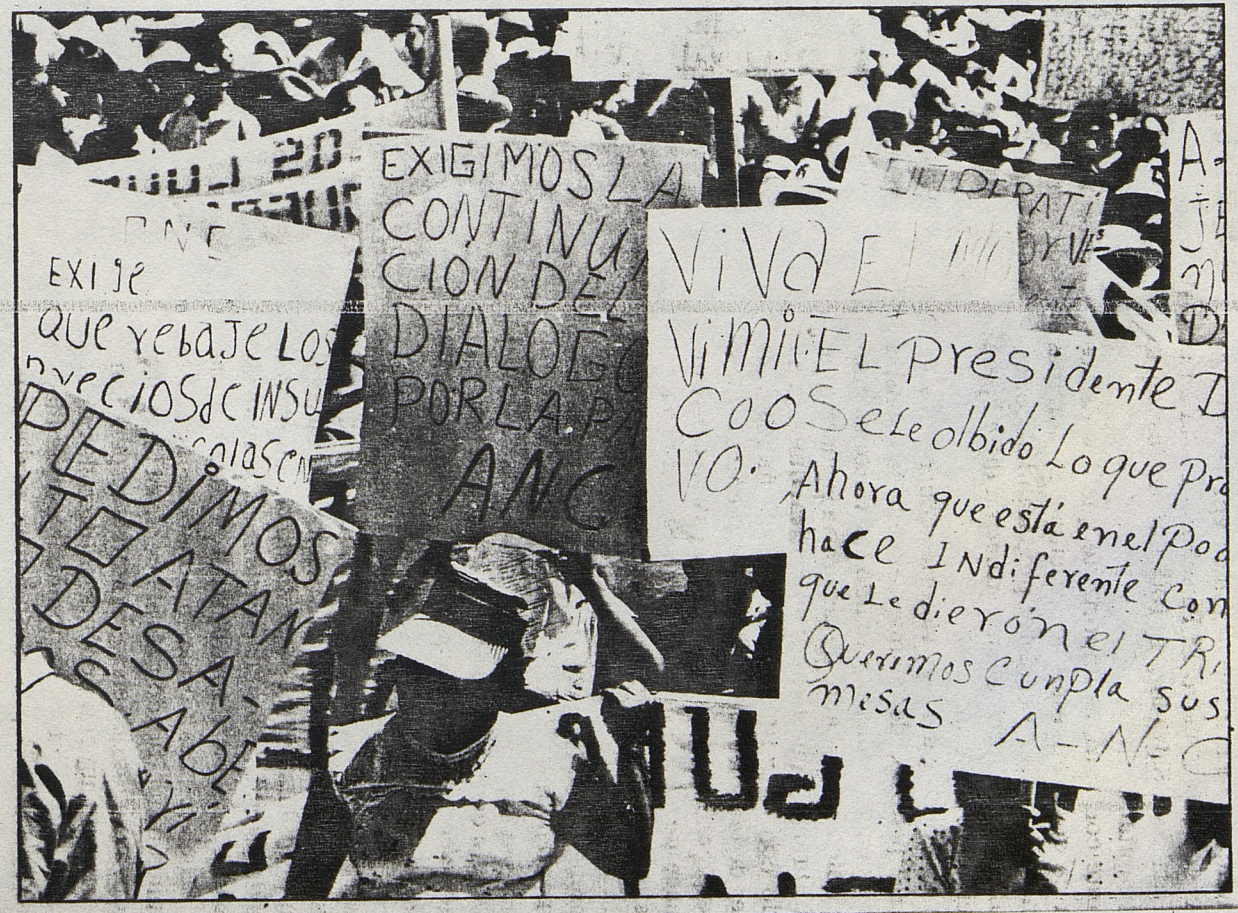


2^{ma} Année

DU 6 MAI AU 18 JUIN 1985

Nº 10

Publication Internationale de Radio Venceremos



Reportages Analyses Documents

40p. 13001

SOMMAIRE

DUARTE ROMPT LE DIALOGUE (Communiqué du FDR-FMLN)	1
DUARTE DEMASQUE (opération militaire contre les travailleurs en grève (ISSS)).....	2
LUTTES REVENDICATIVES pendant du mois de mai	7
MANIFESTATIONS DES MERES ET LA GREVE DES PRISONNIERS POLITIQUES	9
APPEL A TOUTES LES FEMMES DU MONDE du Comité Constitutif de la Fédération des Femmes Salvadoriennes	9
INTERVENTION	10
SITUATION MILITAIRE	12
AUTRES NOUVELLES	14
*) SUPPLEMENT SUR LES DERNIERES NOUVELLES	

Chers lecteurs,

Nous vous appelons à soutenir le travail d'information de la Correspondance de Radio Venceremos en France, en envoyant les timbres, les enveloppes, etc. ou chèques, pour que l'information actuelle sur le Salvador puisse être diffusée immédiatement.

Libellez les chèques seulement au: CCP Paris 86 86 89H sans mentionner notre nom, pour faciliter l'utilisation de ces chèques immédiate.

Nous vous remercions par avance.

Fraternellement
Correspondance de Radio Venceremos en France
52 rue de Crimée
75 019 Paris tél.: (1) 245 43 26 (tous les jours, sauf dimanche
entre 10H et 20H)

A V I S

Nous vous informons que, pendant les mois de Juillet et d'Août notre bulletin d'information se limitera aux informations urgentes et nécessaires. A partir de Septembre nous essayerons donc de vous informer toutes les deux semaines.

Communiqué du FDR-FMLN du 28 Mai 1985. Résumé.

DUARTE ROMPT LE DIALOGUE

La Palma et Ayagualo *) : des efforts tronqués par Duarte.

Pendant plus de 4 ans le FDR-FMLN a présenté différentes initiatives pour entamer un dialogue réel avec le gouvernement salvadorien afin de nous acheminer vers une négociation pour résoudre le conflit.

Un dialogue efficace suppose des confrontations et des accords et de ce fait il n'est pas possible d'essayer d'imposer des conditions ou des concessions unilatérales et moins encore la reddition de l'adversaire.

Conscients de cette situation et avec un esprit très large nous sommes arrivés au processus de dialogue il y a 7 mois à La Palma. A cette occasion il a été convenu de poursuivre le dialogue afin d'aboutir progressivement à des résultats concrets. Aussi, il a été accordé de développer les mécanismes nécessaires pour incorporer tous les secteurs de la vie nationale dans la recherche de la paix. Il va de soi que ce dialogue doit se réaliser par les salvadoriens et sur le territoire salvadorien.

Pour essayer d'assurer la poursuite du dialogue une commission spéciale fut constituée à La Palma. Cette commission fut constituée avec des représentations égalitaires par les deux parties. Le statut de fonctionnement de cette commission fut approuvé lors de la deuxième réunion à Ayagualo.

Duarte rompt le dialogue.

Personne ne doit se laisser tromper en ce moment et croire que le FDR-FMLN et le gouvernement de Duarte sont en train de discuter en privé les mécanismes pour la poursuite du dialogue.

Duarte a rompu le dialogue; il ne s'agit pas de retards ou de difficultés à surmonter, il s'agit purement et simplement de la rupture du processus entamé à La Palma.

La dernière réunion s'est réalisée le 30 novembre à Ayagualo. Depuis lors, le dialogue reste bloqué.

Duarte ne répondit pas à notre proposition du 10 Janvier. Par contre, il a manipulé le dialogue à des fins électorales en faisant la promesse de le continuer après les élections.

Le 9 avril nous avons fait une nouvelle proposition que Duarte a re-

*) La Palma: village où s'est tenue la première rencontre de dialogue le 15 Octobre 1984.

Ayagualo: village où s'est tenue la deuxième réunion de dialogue le 30 Novembre 1984.

fusé publiquement.

Le 23 avril Duarte a présenté, par l'intermédiaire de l'église, des propositions prétendent faire sortir le dialogue indéfiniment hors de notre pays.

Le 6 Mai le FDR-FMLN a fait une nouvelle proposition tout en précisant la date et les lieux pour les réunions privées et publiques au Salvador.

Le 12 Mai Monseigneur Rosa Chavez a informé lors de son homélie, qu'il avait remis notre proposition à Duarte le 10 Mai et qu'il n'avait reçu, jusqu'à ce jour, aucune réponse.

Le 17 Mai l'église a communiqué au FDR-FMLN que la réponse de Duarte était négative et qu'il n'avait pas présenté de propositions alternatives.

Le fait le plus grave c'est que dans la pratique Duarte c'est rétracté de tous les accords adoptés à La Palma et à Ayagualo. D'autre part, Duarte ne tient plus compte de la Commission Spéciale de Dialogue ni de son normatif de fonctionnement. Duarte ignore volontairement l'accord d'incorporer tous les secteurs du pays au processus de dialogue et il va encore plus loin en prétendant réaliser le dialogue hors du Salvador. De même Duarte n'a pas respecté les accords pris, concernant l'humanisation du conflit, se référant au traitement des prisonniers de guerre. Finalement il n'a pas respecté l'accord de réaliser une troisième réunion.

Pour tout ce qui précède Duarte, dans la pratique, a rompu le dialogue et a repris les positions négatives qu'il avait avant le 15 octobre dernier.

Le FDR-FMLN demandent la reprise du dialogue.

Le dialogue pour la recherche de la paix est le désir de plus cher des salvadoriens. Duarte a joué de manière irresponsable avec ce désir, et par contre il a approfondi la répression et la guerre contre le peuple. De même il approfondit ses engagements avec l'oligarchie et en même temps plonge le pays dans une onéreuse dépendance économique, politique et militaire des États-Unis.

Le FDR-FMLN réaffirme sa conviction sur le fait que le dialogue est la seule voie pour une solution politique négociée et pour la paix au Salvador.

DUARTE DEMASQUE

Opération militaire contre les travailleurs en grève.

Le 2 juin, l'armée et la police ont attaqué avec des troupes aérotransportées (500 hommes) l'hôpital général de l'Institut de Sécurité Sociale (ISSS) où plus de six mille travailleurs étaient en grève depuis le 6 Mai.

Ce matin là à l'aurore un groupe de cinq hommes armés ont pénétré dans

l'hôpital en se faisant passer pour des patients et ont procédé brusquement à l'immobilisation des employés et des malades.

Simultanément, plusieurs commandos de l'armée, masqués et vêtus de noir, sont descendus des hélicoptères qui survolaient l'hôpital et sont entrés dans le centre, faisant feu sans discrimination, ce qui provoqua la mort de cinq personnes dont les cadavres ont été gardés par les agresseurs.

Plus tard, un peloton de la police fit irruption dans l'édifice dont il détruisit une partie des locaux, et s'empara de Guillermo Rojas, secrétaire général du syndicat de l'ISSS, ainsi que de Jorge Lara et d'autres dirigeants syndicaux.

Cronologie de la lutte revendicative des travailleurs de l'ISSS, jusqu'au 2 Juin.

Après plusieurs grèves durant les derniers mois, les six mille travailleurs de l'ISSS entamèrent une grève illimitée le 6 Mai, aux côtés des plus de quatre mille travailleurs de l'Administration Nationale des Conduites d'Eau et des Egouts (ANEA), en revendiquant des améliorations salariales, l'éclaircissement sur le sort de plusieurs dirigeants syndicaux de leur secteur; des améliorations dans le service médical; la levée de l'état de siège, la poursuite du dialogue entre le gouvernement et le FDR-FMLN, etc. tout en protestant contre la situation sociale critique etc...

- Le 17 mai, le gouvernement, Duarte ainsi que les fonctionnaires Buendía Flores du ministère de l'éducation, Pérdomo de l'ANEA et d'autres, accusèrent les travailleurs d'irresponsables et qualifièrent les grèves de "destabilisatrices", tandis qu'ils militarisaient plusieurs centres de travail.

- Le 18 Mai, les travailleurs de l'ISSS et de l'ANEA, avec à leurs côtés d'autres travailleurs, entamèrent une grève de la faim pour protester contre la mesure prise par l'ingénieur Pérdomo de l'ANEA de licencier 40 travailleurs, parmi lesquels on note la direction du syndicat des employés et travailleurs de l'ANEA.

- Le 20 Mai, plus de 1500 travailleurs de l'ISSS et de l'ANEA manifestèrent jusqu'au ministère du travail, où grâce à la pression il furent reçus et purent arriver à un accord avec le patronat de l'ANEA.

- Le 30 mai, le gouvernement décréta illégale la grève des travailleurs de l'ISSS, et qualifia ces derniers de terroristes et de "bêtes sauvages".

- Le 2 Juin, l'armée occupa militairement l'hôpital de l'ISSS.

Condamnations et protestations contre l'action.

Les travailleurs de l'ISSS, informa Radio Venceremos, répétèrent que seul le dialogue et non la violence du gouvernement, pourraient aboutir à une solution et faire cesser la grève, et la radio ajouta que le syndicat de l'ISSS avait publié un communiqué dans lequel il condamnait l'action criminelle de l'armée.

La voix officielle du FMLN affirma qu'il s'agissait là d'une nouvelle preuve des constantes violations des conventions de Genève qui établis-

sent le strict respect des établissements hospitaliers durant le temps de guerre.

Les médecins de la sécurité sociale protestèrent également contre les humiliations dont ils furent l'objet de la part des autorités et dénoncèrent le fait qu'ils furent attachés par les mains, jetés à terre, éjectés brutalement des salles de chirurgie et surveillés étroitement.

FORTES CRITIQUES CONTRE DUARTE, Y COMPRIS, DE LA PART DE SES ALLIES.

Cette occupation militaire provoqua de fortes critiques contre le président Duarte, y compris chez ses propres alliés, comme l'Union Populaire Démocratique (UPD) qui condamna l'action et reprocha à Duarte son affrontement avec les travailleurs et en particulier les offenses, les dégâts et le manque de respect à l'égard des employés de l'ISS durant la grève, qu'ils soutenaient.

L'UPD, dont plusieurs dirigeants occupent des postes dans le pouvoir exécutif, signala que cette attitude du gouvernement "allait provoquer l'unification du secteur contre un régime qui est très peu différent des précédents" et rappela que Duarte n'avait pas respecté le "pacte social" qu'il avait signé en juin 1984 avec diverses institutions, parmi lesquelles l'UPD, qui assure représenter 300 mille affiliés dans les campagnes et dans les villes.

D'autre part, la Centrale des Travailleurs Démocratiques (CTD) s'est jointe aux condamnations contre l'assaut de l'ISSS et signala que "nous, organisations ouvrières, avons le droit d'utiliser la grève face à l'intransigeance des secteurs patronaux". La CTD exigea du régime qu'il adopte une attitude de négociation et non de consentement à la violence militaire face aux conflits du travail.

D'un autre côté, le corps médical du Salvador critiqua durement l'occupation militaire de l'hôpital et les mauvais traitements infligés aux patients et au personnel de l'hôpital.

SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS .

Plus de sept mille travailleurs salvadoriens défilèrent dans les principales avenues de la capitale, le 4 juin, malgré l'interdiction de l'armée, pour exiger du régime la solution des conflits sociaux qui secouent le Salvador.

Le haut commandement des forces armées avait qualifié d'"inconstitutionnel" le défilé auquel la Coordination de Solidarité des Travailleurs (CST) avait appelé pour l'après midi, du 4 juin, et avait menacé d'effectuer des représailles contre les personnes qui participeraient à la manifestation.

Dans un défi ouvert contre les interdictions dictées par le gouvernement, les travailleurs marchèrent jusqu'au siège de l'assemblée législative, où des représentants de la CST déposèrent diverses revendications sociales et condamnèrent le lock-out perpétré par l'armée et la police.

La marche fut suivie par plus de 30 000 employés de divers secteurs qui se déclarèrent en grève en soutien à l'arrêt de travail décrété le 6 mai passé par les syndicalistes de l'ISSS dont les installations restent militarisées depuis le 2 mai.

Les employés du secteur de l'éducation, des banques, de l'ine-

titut du logement, de l'administration nationale des telecommunications et des transporteurs routier des routes 5 et 28 cesserent leurs activités pour manifester leur solidarité avec les travailleurs de l'ISSS.

"Le gouvernement n'acceptera aucun moyens de pression"

La commission de l'Assemblée Legislative qui reçu les manifestants et qui fut dirigée par le président de cet organisme, Guillermo Guevara Lacayo, avisa que "le gouvernement n'acceptera aucun moyens de pression".

Bien qu'il affirma être conscient des besoins des employés, Guevara Lacayo signala que la majeure partie des grèves avaient un caractère éminemment politique et que les autorités ne se prononceraient en aucune manière sur des revendications de ce type.

DECLARATION DU FMLN SUR L'ATTAQUE CONTRE LES INSTALLATIONS DE L'ISSS. (Resumé)

Le FMLN a déclaré, que l'ordre de suspendre les négociations entre les travailleurs et la direction de l'ISSS a été donné par José Napoleon Duarte à son retour des Etats-Unis, ajoutant que cela prouve clairement que cette action visant à surprendre les travailleurs était préméditée.

Toutes les menaces proférées contre les travailleurs, avant l'action, par José Napoleon Duarte, Julio Adolfo Rey Prendes, Rodolfo Castillo Claramount, Fidel Chavez Mena, Julio Samayoa, Bustamante et d'autres dirigeants de la Démocratie Chrétienne, prouve qu'il s'agit bien d'une action consciente, conçue de bout en bout par la Démocratie Chrétienne.

Dans son communiqué, le FMLN a rendu Duarte et la direction de la Démocratie Chrétienne totalement responsables de cet acte criminel perpétré contre la classe travailleuse. Il signala aussi que le processus de luttes revendicatives des travailleurs est la conséquence de la misère et de l'exploitation dont souffre le peuple et ne pourra être mis en échec par la répression.

En tant que forces représentatives du peuple, "nous nous identifions pleinement à ces luttes puisqu'elles constituent l'une des raisons pour lesquelles nous avons pris les armes, souligna la déclaration, rejetant les accusations selon lesquelles il existe des liens entre le mouvement populaire et nos forces car nous les interprétons comme une justification pour réprimer le peuple comme l'ont fait les gouvernements précédents.

Le FMLN a dénoncé et critiqué le caractère criminel de cette action militaire pour laquelle ont été utilisés des troupes hélicoptérées, des équipements militaires nord-américains et les conseils des nord-américains. "Ceci démontre clairement que l'un des objectifs du processus d'intervention et du renforcement de l'armée, est de réprimer le peuple".

"Le professionnalisme des troupes s'est manifesté" poursuit le communiqué, "par la bestialité avec laquelle les troupes ont frappé les femmes enceintes ou accouchées depuis peu, sorti les enfants des berceaux pour les étendre sur le sol; ils ont également fait sortir les médecins des salles d'opérations laissant sans soins les patients en cours d'intervention. Cette attaque militaire réalisée contre un hôpital où se trouvaient uniquement des malades et des travailleurs, provoquant des morts et des blessés, prouve le caractère criminel et gé-

nocide du plan de contre-insurrection conçu par la Démocratie Chrétienne soutenu par les États-Unis et mis en application par les gorilles du haut commandement".

Le communiqué rappelle, "qu'en situation de guerre, conventions de Genève stipulent le respect des hôpitaux".

Le FMLN manifesta sa plus grande solidarité de classe aux travailleurs de l'ISSS et des autres entreprises, et exprima la décision "d'approfondir actions en réponse à cet acte criminel". Il souligna aussi que "la lutte des travailleurs et l'activité révolutionnaire, marquent une avancée impétueuse et irréfrenable face à laquelle tous les travailleurs devons renforcer notre fermeté et notre combativité dans tous les domaines de lutte".

Dans sa déclaration le FMLN a lancé un appel:

- à la communauté internationale et aux organismes de solidarité du monde entier afin qu'ils engagent une campagne intense pour dénoncer ces faits, mobilisant les travailleurs du monde contre le gouvernement génocide de Duarte et contre l'escalade interventionniste des yanquis dans notre pays.

- à la presse nationale et internationale pour qu'elle dénonce ces faits et qu'elle ne se prête pas aux actions du secrétariat à l'information de la présidence, qui essaie de déformer les faits.

Le FMLN a dénoncé les tentatives de baillonner et poursuivre la presse nationale et internationale par la création du nouveau ministère des communications à la tête duquel se trouve le criminel Julio Adolfo Rey Prendes.

D'autre part, le FMLN signala l'indifférence de Monseigneur Gregorio Rosa Chavez qui n'a condamné ni dénoncé les faits mais s'est seulement limité à appeler à la conciliation. Ceci n'est pas un problème de conciliation, souligna la déclaration, mais un manque de respect total du droit élémentaire du peuple. Cette indifférence réitérée de Mgr Rosa Chavez frise déjà la complicité.

Finalement le FMLN manifesta "que nous soutenons totalement toutes les demandes de tous les travailleurs qui osent à peine exiger la liberté des travailleurs capturés, la démilitarisation des installations et l'indemnisation des victimes de la répression", et annonça l'intensification de l'activité militaire, l'accroissement du sabotage de l'économie de guerre, ainsi que la septième paralysation des transports terrestres.

Déclaration de FENASTRAS.

La Fédération Nationale Syndicales des Travailleurs Salvadoriens (FENASTRAS) a émis une déclaration accusant le gouvernement démocrate-chrétien de José Napoleon Duarte, de violer les droits de l'homme et les traités de Genève.

Ce fait, ajoute la déclaration, marque une nouvelle escalade dans la répression du gouvernement de José Napoleon Duarte, déclenchée contre le mouvement syndical et démocratique, étant donné l'incapacité de l'administration salvadorienne de satisfaire les revendications des travailleurs.

La déclaration de FENASTRAS exhorte les peuples et gouvernements démocratiques du monde à faire cesser l'aide des États-Unis au Salvador.

LUTTES REVENDICATIVES PENDANT DU MOIS DE MAI

Le mouvement gréviste est devenu au Salvador un nouvel élément dans la situation du pays, dans laquelle le régime de Duarte affronte non seulement la guerre de guérilla, mais aussi une crise économique incontrôlable.

Plusieurs milliers de travailleurs salvadoriens ont défilé dans les rues de la capitale, exigeant des hausses salariales; la réinsertion de nombreux employés à leurs postes de travail; la justice sociale; le dialogue dans les conflits des entreprises etc..

Ils demandaient aussi la dérogation de l'état de siège et la reprise du dialogue entre le gouvernement et les forces révolutionnaires entamé en octobre dernier.

Plus de 40 mille employés publics et du secteur privé se sont mis en grève, au cours du mois de mai, dans certains cas pour un temps indéfini, comme les employés du tout à l'égout et ceux de l'Institut de la Sécurité Sociale (ISSS).

Parmi les grèves on peut mentionner les suivantes:

- Plus de 6 mille travailleurs de l'ISSS
- Plus de 4 mille travailleurs de l'Administration Nationale des Services de l'Eau et des Egoûts (ANDA)
- Plus de 2 mille travailleurs de l'entreprise de Pesca S.A. qui continuent leur grève débuté au mois de janvier.
- Plus de 20 mille professeurs de l'Association Nationale des Enseignants - 21 Juin (ANDES-21 Junio) ont cessé leurs activités deux fois au cours du mois de mai.
- 350 travailleurs de la Polyclinique Salvadorienne
- 300 travailleurs de l'Entreprise de Sacs de Cuscatlan.
- 175 travailleurs de l'entreprise de l'Industrie Mécanique "Talleres Sarti".
- Les professeurs de la Faculté de Sciences et Humanité de l'Université Nationale du Salvador.
etc. etc.

REPRESSION CONTRE LES GREVISTES

- Le gouvernement de Duarte donna l'ordre de militariser les installations de l'ANDA, le 14 mai.
- ANDA a dénoncé que le 21 avril deux travailleurs ont été séquestrés, torturés et libérés sous les menaces d'être expulsés du pays. Le 1ère Mai, ils ont été capturés nouvellement et après ils ont été assassinés par les forces répressives.

LICENCIEMENTS MASSIFS.

Au cours du mois de mai, les licenciements massifs ont été une des mesures prises par les patrons pour essayer d'occulter le mouvement ouvrier.

Parmi les licenciements nous pouvons noter les suivants:

- 250 travailleurs de l'Institut du Café (INCAFE)
- 300 travailleurs de l'Institut de l'Habitat Urbain (IVU)
- 450 travailleurs de l'usine salvadorienne de filatures et tissages "El Leon".
- 40 travailleurs de ANDA.
etc.

Le secrétaire général de la FUSS (Fédération de l'Unité Syndicale du Salvador), Edito Genoves a qualifié le licenciement massif d'injustice de la part du gouvernement qui menace en plus de fermer davantage d'usines, justifiant cette mesure, comme ce fut le cas pour l'usine des filatures et tissages d'"El Leon", par un déficit économique.

* * * * *

26 Mai - A son retour des États-Unis, Duarte a promis aux planteurs de café 380 millions de dollars de crédits et aux travailleurs il a déclaré que la crise nationale ne permet pas d'augmenter les salaires. D'autre part, il informa que les crédits n'ont pas été accordés aux coopérativistes, au contraire, les intérêts sur les crédits existants ont été augmentés. Ceci contraste avec la situation des planteurs de café qui ont déjà une dette de plusieurs millions et vont recevoir à nouveau une aide financière.

MANIFESTATIONS DES MASSES

Les travailleurs salvadoriens continuent de manifester leur mécontentement face à la politique du gouvernement de ne pas solutionner les problèmes sociaux du pays. Comme tous ces mois derniers et pendant l'année passée ils ont manifesté dans les rues de la capitale malgré les menaces proférées par l'armée et gouvernement salvadorien pour exiger les demandes.

Parmi les manifestations réalisées au cours du mois de mai, on peut mentionner les suivantes:

- 16 Mai, 5000 professeurs réalisent une concentration sur la place de la Dignité Magisterial.
- 24 Mai, des centaines de syndicalistes ont défilé dans les rues de San Salvador pour réclamer du régime des solutions justes aux conflits des travailleurs.
- Les travailleurs sont allés au Palais Législatif, où se trouvait en même temps l'ambassadeur des États-Unis, Thomas Pickering, qui célébrait une réunion de consultation avec le docteur Guillermo Guevara Lacayo l'autorité suprême du parlement salvadorien.
- 28 mai, plus de 4 mille 500 travailleurs représentant 15 syndicats ont défilé dans la capitale pour exiger au régime de José Napoleon Duarte une solution urgente aux conflits des travailleurs. Pendant cette manifestation convoquée par le Coordonnateur de Solidarité des Travailleurs, les travailleurs ont manifesté leur appui total aux travailleurs de l'ISSS en grève indéfinie.
- 30 mai, une marche a été convoquée par le Mouvement Coopératif, vers la banque du Crédit Agricole pour protester contre l'augmentation des intérêts, les obstacles que mettent le gouvernement et l'assemblée législative à la recherche de solutions pour les crédits.

* * * * *

Le secrétaire général de la Fédération d'Unité Syndicale du Salvador (FUSS) a fait remarquer que le mouvement ouvrier est conscient que l'unique manière de faire cesser l'écoulement de sang est le dialogue.

Egalement a prononcé le secrétaire général de la Fédération Syndicale des Travailleurs Salvadoriens (FESTRAS), Rigoberto Menendez.

* * * * *

Les travailleurs de ANDA-SETA sont intervenus dans la cathédrale de San Salvador et pris la parole pour dénoncer l'attitude répressive du gouvernement de Duarte face aux luttes revendicatives.

MANIFESTATIONS DES MERES ET LA GREVE DES PRISONNIERS POLITIQUES.

Plus de 600 prisonniers politiques ont initié une grève de la faim pour exiger leur liberté immédiate. 15 d'entr'eux se trouvent dans un état de gravité.

Face à la pression populaire les autorités des pénitenciers ont décidé de transférer 92 prisonniers de la prison de Mariona (pour les hommes) aux prisons du département de San Vicente et d'autres prisonniers aux prisons du département de Santa Ana.

Le Comité des Prisonniers Politiques du Salvador -COPPE- a dénoncé l'ordre donné par les hauts officiers de l'armée salvadorienne d'isoler les prisonniers en grève de la faim. Le Comité responsabilise le gouvernement de Duarte de la destinée des prisonniers politiques.

* * * * *

Le Comité des Mères et Parents des Disparus et Prisonniers Politiques du Salvador -COMADRES- a intensifié ses activités pour exiger la liberté de leurs parents détenus dans les prisons de Mariona et d'Ilopango (pour les femmes).

- Le 6 mai les mères ont réalisé une manifestation face aux prisons de Mariona et Ilopango.
- Le 9 mai, une marche dans les principales avenues de la capitale.
- Le 13 mai, une manifestation face à la maison présidentielle.
- Le 24 mai, elles ont sollicité une audience avec le président de l'assemblée législative.
- Le 26 mai, une concentration face à la cathédrale de San Salvador pour exiger que l'archevêque condamne l'indifférence du gouvernement de Duarte face à la situation des prisonniers politiques face à la grève de la faim.
- Le 27 mai, COMADRES et le Comité Marianela Garcia Villas ont présenté au régime un projet d'amnistie générale pour leurs parents prisonniers politiques.

APPEL A TOUTES LES FEMMES DU MONDE.

Le Comité Constitutif de la Fédération des Femmes Salvadoriennes, formé par cinq organisations de femmes salvadoriennes: Association des Femmes Progressistes du Salvador (AMPES); Association des Femmes Salvadoriennes (ASMUSA); Association des Femmes du Salvador (AMES); Association des Femmes Salvadoriennes "Lil Milagro- Ramirez" (AMS-Lil) et le Comité Unitaire des Femmes Salvadoriennes (CUMS), a initié une campagne pour la libération de trois camarades:

- La Comandante "Nidia Diaz", Marta Alicia Valladares, 32 ans, membre de la direction du Parti Révolutionnaire des Travailleurs Centreaméricains (PRTC), une des cinq organisations du FMLN.

Elle a été capturée le 18 avril à Angostura, Cerros de San Pedro, dans le département de San Vicente, par l'armée salvadorienne qui a reconnu sa capture.

- La Comandante "Filomena", Janet Samour Hasbun, 34 ans, membre du Comité Central de l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP), une des cinq organisations du FMLN.

- La combattante Maximina Reyes Villatoros, 26 ans, membre de l'ERP.

Les camarades Janet Samour Hasbun et Maximina Reyes Villatoros ont été capturées le 30 décembre dans la ville de San Miguel par la garde nationale qui a reconnu la capture, et soumis à la torture, sans que jusqu'à aujourd'hui le gouvernement et le haut commandement reconnaissent leur capture.

Le Comité Constitutif de la Fédération des Femmes Salvadoriennes a envoyé le 25 mai une lettre à la conscience de toutes les femmes du monde, quelques soient leur condition sociale, leur croyance religieuse ou philosophique, leur position politique pour leur demander leur solidarité afin de faire valoir le droit à la vie des trois camarades.

"Elles sont -dit la lettre- des femmes que leur amour du peuple et de la cause de la justice, leur désir de paix pour leur pays, leur soif de liberté a emmené, avec dignité courage et fierté sur le chemin de la lutte dans les rangs du mouvement révolutionnaire".

La lettre appelle à envoyer lettres et télégrammes aux ambassades salvadoriennes dans tous les pays et à Mr. Président José Napoleon Duarte, Casa Presidencial, San Salvador, El Salvador, Amérique Centrale.

La lettre a été signée le 25 Mai et consignée avec: SAUVONS LA VIE DE NIDIA, FILOMENA ET MAXIMINA!

I N T E R V E N T I O N

NOUS VIVONS UNE INTERVENTION DIRECTE DES ETATS-UNIS

Le Commandant Joaquin Villalobos, membre du Commandement Général du FMLN, a dit que les actions des guérillas contre les mairies "assèment de durs coups aux plans de l'ennemi car le pouvoir local est la principale composante de la mesure contre-insurrectionnelle que les nord-américains et la démocratie-chrétienne (au Salvador) ont l'intention de mettre en marche".

Comme l'a expliqué le commandant Villalobos, ces objectifs figurent dans un plan guérillero, commencé en Juin 1984, dans lequel on considère comme essentiel l'affaiblissement des troupes du régime et la contre-attaque des actions politiques du président Duarte.

Nous vivons une intervention direct des Etats-Unis et il faut que notre conception tactico-stratégique soit capable de la vaincre, a affirmé Villalobos.

Dans la guerre de libération du Salvador, il n'est plus seulement question de nos intérêts, mais de l'Amérique Latine toute entière, puisqu'il s'agit d'une guerre contre l'intervention nord-américaine, a-t-il proclamé.

Villalobos a confirmé que huit colonels nord-américains dirigent l'état major des forces armées salvadoriennes, six conduisent les batail-

lons spéciaux, et 15 autres, résident dans les casernes.

Il a précisé que plus de 200 d'entre eux dirigent les principales manœuvres contre-insurrectionnelles des forces armées du régime et qu'il existe, sur la frontière avec le Honduras, plus de cinq mille marines bien armés, ce qui constitue une menace permanente d'invasion.

Dans un message adressé aux combattants et chefs de la Brigade Rafael Arce Zablah, le commandant Villalobos a signalé que "nous luttons contre l'armée nord-américaine composée des soldats salvadoriens", soulignant que ce sont les Etats-Unis qui ont formé l'armée actuelle du Salvador.

* * * * *

Le gouvernement nord-américain emploie chaque jour un million de dollars et plus de 50 mille munitions dans la guerre du Salvador.

Le montant total de l'aide fournie par les Etats-Unis à la plus petite des nations centreaméricaines, s'est élevé au cours des cinq dernières années à plus de deux milliards de dollars, destinés, dans leur majorité, à des questions militaires.

L'administration nord-américaine a demandé à plusieurs reprises au congrès de son pays l'approbation de ces envois, disant que ceux-ci seraient destinés à relancer l'économie éprouvée du Salvador, mais ce qui est certain c'est que seulement 15 pour cent de ce montant a été remis à de petits bailleurs de fonds, palliatifs inventés pour masquer la grave crise du Salvador.

Voici quelques semaines, l'ambassadeur des Etats-Unis à San Salvador, Thomas Pickering a annoncé que son gouvernement donnerait cette année sept avions C-47 (qui ont une capacité d'environ 6 mille tirs par minute), utilisés déjà au Viet-Nam munis d'artillerie et quatre hélicoptères du type Hughes 500, qui sont utilisés pour des bombardements massifs contre la population civile, pour obliger la population civile à se déplacer vers les zones d'intérêts du gouvernement de Duarte, c'est-à-dire où le gouvernement essaiera de réaliser le plan contre-insurrectionnel "Plan Mille".

Plans contre les réfugiés salvadoriens au Honduras.

Récemment, la radio Venceremos, voix officielle du FMLN, a dénoncé l'existence de plans meurtriers, élaborés par l'ambassade des Etats-Unis au Honduras et le gouvernement hondurien pour obliger les réfugiés à accepter le rapatriement ou le transfert massif.

Ce plan combiné entre les Etats-Unis et le Honduras, comprend un possible massacre qui sera provoqué par un simulacre d'affrontement entre le bataillon "Cobra" de l'armée hondurienne et les réfugiés résidant à Colomoncagua, situé dans la zone de la frontière entre le Honduras et le Salvador.

Cet affrontement servirait à justifier une perquisition dans les refuges, dans le but de découvrir des caches d'armes. A la suite de cette supposée découverte d'armes, le gouvernement de Roberto Suazo Cordoba réaliserait une campagne de propagande au niveau national et international pour convaincre l'opinion publique que les réfugiés représentent un danger pour le Honduras.

Simultanément le conseil de sécurité national décrèterait l'état d'urgence et ordonnerait aux forces armées de procéder au rapatriement ou au transfert des réfugiés.

La radio officielle du FMLN a lancé un appel à renforcer la solidarité mondiale avec les déplacés et demande au peuple hondurien de s'opposer au plan des nord-américains, qui pourrait déclencher une interven-

tion directe et massive de troupes nord-américains en Amérique Centrale.

LA S I T U A T I O N M I L I T A I R E

L'action d'usure, sur tous les plans, menée par le FMLN contre le régime de José Napoleon Duarte s'est approfondie au mois de mai:

Le rythme des pertes provoquées à l'armée gouvernementale a presque doublé par rapport au mois d'avril, passant d'une moyenne de 10-4 pertes par jour en avril, à 19.7 pertes/jour en mai. Pour le mois de mai cette moyenne correspond à un total de 612 pertes.

Vers le 17 mai le comité de presse des forces armées -COPREFA- a annoncé la réalisation d'une grande opération contre-insurrectionnelle appelée "Centinela 1" dans 8 des 14 provinces du pays, et selon les déclarations du ministre de la défense Gnal. Vides Casanova, l'objectif de cette opération était de couper toutes les voies logistiques du FMLN. Les 612 pertes causées à l'armée donnent déjà une idée des résultats de cette opération militaire annoncée par le COPREFA.

Pour voir de plus près la situation militaire en mai, on peut préciser les activités actions suivantes:

- A Chalatenango le FMLN, en une semaine de combats a causé 92 pertes à l'armée. Le 21 mai le FMLN a encerclé une compagnie du bataillon récupérant 30 armes de guerre et de nombreux équipements militaires. Le FMLN en faisant preuve d'une volonté réelle pour respecter les conventions de Genève concernant le traitement de prisonniers de guerre a convoqué la Croix Rouge Internationale pour le 3 Juin afin de rendre ces soldats prisonniers.

- A Guazapa le FMLN a repoussé l'opération militaire du régime, faisant 37 pertes aux unités de l'armée qui ont participé à l'opération dans cette région.

- Dans la région orientale du pays l'armée de Duarte a souffert une action d'usure très importante. Seulement entre le 22 et le 25 mai le FMLN a fait 65 pertes aux bataillons élites Atonal, Lanca et Arce. Le bataillon Lanca a été complètement délogé de ses positions à Joateca. A ce propos il est important de signaler le fait que ces dernières semaines l'armée du régime a abandonné plusieurs positions en débandade sans opposer aucune résistance aux forces révolutionnaires.

Au total, cette année le FMLN a mis 2275 effectifs de l'armée gouvernementale hors combat.

Dans la ligne de sabotage à l'économie de guerre du gouvernement, on peut mentionner par son importance les actions suivantes.

- Le 17 mai des unités du front central "Modesto Ramirez" ont détruit une partie des installations de l'Institut National du Café -INCAFE-, situé au centre de San Salvador. Radio Venceremos a estimé que les dommages économiques sont de l'ordre de 100 mille dollars.

- Le 18 mai, des unités de la Brigade Rafael Arce Zablah -BRAZ- du FMLN ont détruit les installations d'un centre de distribution électri-

que à Mercedes Umaña (Usulután). D'abord, les unités du FMLN ont délogé les patrouilles de la garde nationale qui gardaient le centre.

Le sabotage de l'énergie se réalise partout sur le territoire salvadorien. Ainsi, en mai, le FMLN a fait sauter 124 poteaux et 8 pîlones du réseau de distribution d'électricité.

- Le 22 mai le FMLN a pris la disposition de paralyser le trafic routier des principales routes du pays. Quelques jours avant, Radio Venceremos a demandé à tous les chauffeurs de ne pas rouler à partir du 22 mai. C'est ainsi que le trafic routier a été paralysé à 80 % pendant 6 jours, du 22 au 27 mai, principalement sur les routes de la région est du pays.

Les pertes économiques résultant de cette campagne se chiffrent à 3.6 millions de dollars selon les estimations d'une institution de l'état.

Le montant total des pertes économiques causées par le sabotage, au cours de cette année, s'élève à 29.9 millions de dollars.

Aussi, sur le plan politico-militaire le FMLN a réalisé des actions d'usure très importantes; Radio Venceremos a informé que 42 des 86 mairies du gouvernement ont été détruites par le FMLN dans la région orientale du pays. Cette disposition obéit au fait que les administrations locales prennent part aux plans de contre-insurrection appliqués par les Etats-Unis au Salvador. Et c'est pour cette même raison, ajoute la radio, que parmi les prisonniers faits par la guérilla se trouvent 14 maires. Néanmoins, ces maires prisonniers sont tout à fait assurés que leurs droits de prisonniers de guerre seront respectés.

BILAN COMPLET DU MOIS DE MAI Source: SALPRESS, le 18 Juin 85.

Nombre total d'actions: 245 (57 de ces actions ont été les actions de sabotage contre l'économie de guerre)

(Les actions du FMLN ont été enregistrées dans 12 des 14 départements)

Nombre de pertes causés à l'armée: 645

(Il faut remarquer une augmentation forte tenant compte qu'au mois d'avril le nombre de pertes causés à l'armée a été 314)

Pertes causés à l'économie de guerre du régime de Duarte: 380 millions de dollars (principalement causés pour les actions de sabotage contre l'électricité, la télécommunication et le trafic terrestre)

Actions du gouvernement:

Pendant du mois de mai l'armée gouvernementale a lancé 9 opérations anti-guérillas dans plusieurs départements du pays, spécialement dans la région de l'est: départements de Morazan, d'Usulután, de La Unión et de San Miguel.

Radio Venceremos a informé que les forces du FMLN ont détruit 3 hélicoptères de l'armée pendant l'opération de l'armée gouvernementale contre la zone nord de département de Morazan, au cours de la semaine dernière (entre le 13 et 18 Juin) où l'armée de Duarte essaye d'exterminer la population civile).

AUTRES NOUVELLES

"DECLARATION DE SAN SALVADOR" DE L'EXTRÊME DROITE INTERNATIONALE.

20 Mai: Une déclaration appelée "La déclaration de San Salvador rendue publique le 20 mai dans la capitale salvadorienne où se sont réunies les diverses organisations de l'extrême droite des États-Unis, du Salvador, du Honduras, du Costa Rica, du Guatemala, Panama et des autres pays, a fait connaître la conformation de l' "Intercontinentale Communiste", qui exige à l'administration nord-américaine de poursuivre avec sa politique hostile contre le Nicaragua; rejette les démarches du groupe Contadora et affirma que leurs efforts seront unis pour imposer une solution militaire en Amérique Centrale, ils ont aussi proposé un accord d'une défense centreaméricaine.

LE PRESIDENT DUARTE ET LES "BATEAUX NICARAGUAYENS".

Pendant sa visite aux États-Unis, le président José Napoleon Duarte a annoncé dans un programme de télévision à Washington que l'armée salvadorienne avait capturé un bateau nicaraguayen qui transportait des armes pour la guérilla salvadorienne.

Pour sa part, le capitaine du port de La Union (au Salvador) a démenti les déclarations du président et indiqua que la marine de l'armée salvadorienne a escorté un bateau nord-américain qui transportait de la graisse de porc et des matières premières pour l'industrie salvadorienne.

Les sources de l'armée, pour leur part, n'ont pas donné de détails sur le chargement de ce bateau.

(L'ambassade du Nicaragua à Washington a signalé que la déclaration de Duarte fait part des provocations contre le Nicaragua.)

AU SALVADOR, EXISTE UNE DUALITE DE POUVOIR.

La disposition du FMLN de ne pas reconnaître les pouvoirs locaux du gouvernement salvadorien dans les zones de contrôle du FMLN, s'impose avec les actions contre les mairies. 42 des 86 mairies de l'est du pays ont été détruites par la guérilla et 14 maires ont été faits prisonniers de guerre par le FMLN.

Dans un communiqué, l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP), une des cinq organisations du FMLN, a annoncé que la situation des maires capturés trouvera une solution si le gouvernement éclaircit la situation de la comandante "Filomena" et de la combattante Maximina Reyes, capturées par la garde nationale le 30 décembre 84.

Malgré que Duarte affirma que les captures des maires sont une provocation pour laquelle la répression se répète dans la campagne, pour sa part, le vice-ministre Castillo Claramount a déclaré que la démocratie chrétienne a des "gouvernements en exil" du fait que de nombreuses mairies ont été transférées dans des villages où la guérilla n'exerce pas un contrôle effectif.

A la fois plusieurs maires ont fui, comme ceux de Santa Elena, Mercedes Umaña y Santiago de Maria dans le département d'Usulután. (Mercedes Umaña est la dixième ville en importance d'Usulután).

Pour le FMLN, cette situation est la preuve la plus concrète qu'au Salvador il existe deux pouvoirs, et que la guérilla définit la vie politique nationale, englobe les aspects économique-politico-militaires.